Burundi : Le pouvoir à l'oeuvre pour empêcher l'isolement et redorer son image

PANA, 28 septembre 2015 Offensive diplomatique Ã l'ONU contre l'isolement du Burundi sur la scÃ¨ne internationale Bujumbura, Burundi - La dÃ©lÃ©gation burundaise, conduite par le vice-prÃ©sident de la RÃ©publique, Joseph Butore (photo) accompagnÃ© du ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res, Alain Nyamitwe, a profitÃ© de sa prÃ©sence Ã la 70Ã¨me session ordinaire de lâ€™AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale des Nations unies en cours Ã New York, aux Etats-Unis dâ€™AmÃ©rique, pour n contacts utiles en vue d'empÃªcher l'isolement et redorer l'image du Burundi, qui a Ã©tÃ© considÃ©rablement ternie, depuis le mois dâ€™avril dernier, par une crise Ã©lectorale sans prÃ©cÃ©dent, sur la scÃ¨ne internationale, a-t-on appris, lundi, de sour officielle Ã Bujumbura.

Les Nations-Unies Ã©taient jusque rÃ©cemment parmi les principales organisations internationales les plus critiques de la candidature du prÃ©sident, Pierre Nkurunziza, pour un troisiÃ¨me mandat Ã la tÃªte de lâ€™Etat, qui a Ã©tÃ© le principal dÃ©tonateur dâ€™un conflit Ã©lectoral aujourdâ€™hui encore ouverte entre le pouvoir et lâ€™opposition et qui fait craindre la pays dans une nouvelle guerre civile semblable Ã celle de 1993 Ã 2006, qui Ã©tait Ã©galement nÃ©e dâ€™un conflit post-Ã© mal rÃ©solu. La diplomatie burundaise redoute un isolement sur la scÃ¨ne internationale et les donnÃ©es commencent Ã changer en sa faveur, Ã en croire Ã un communiquÃ© de presse de la mission permanente du Burundi auprÃ¨s des Nations-unies, publiÃ©, lundi, sur le portail officiel du gouvernement burundais. Le communiquÃ© fait savoir que le numÃ©ro un des Nations-unies, Ban Ki-moon a reÃ§u et "fÃ©licitÃ©", vendredi dernier, le deuxiÃ¨me vice-prÃ©sident burundais pour sa nomination Ã ce poste "importantÂ». Par le biais du mÃªme haut responsable burundais, M. Ki-moon a encore prÃ©sentÃ© ses Â«salutations fraternellesÂ» au prÃ©sident Nkurunziza Â«au nom de tout le personnel de lâ€™ONU et en son nom propre Â». Au cours de la mÃªme discussion de Â«20 minutesÂ», le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral a offert Ã la partie burundaise, le Â«ple appuiÂ» de lâ€™organisation pour trouver une solution pacifique aux diffÃ©rents problÃ¨mes auxquels est confrontÃ© aujourdâ encore le Burundi, prÃ©cise le texte du communiquÃ©. M. Ban Ki-moon a, pour sa part, exprimÃ© Ã son interlocuteur des prÃ©occupations en rapport avec la violence politique au Burundi, la question des droits de lâ€™Homme et de la libertÃ© dâ€™expression. Le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations-unies avait prÃ©alablement pris connaissance de la part de son interlocuteur de la situation politique rÃ©elle qui rÃ¨gne au Burundi aprÃ¨s des Ã©lections qui se sont finalement Â«bien dÃ©roulÃ©esÂ». "Toutes les Ã©nergies du Burundi et des partenaires devraient aujourdâ€™hui Ãªtre concentrÃ©es sur lâ€™ Ã©conomique de notre pays", a soulignÃ© en substance le vice-prÃ©sident Butore. Pour lui encore, "lâ€™esprit dâ€™ouvertu flexibilitÃ©" du prÃ©sident Nkurunziza a Ã©tÃ© traduit dans les faits par la formation dâ€™un "gouvernement dâ€™union natio respectueux de la Constitution du Burundi et de lâ€™Accord dâ€™Arusha", comme cela avait Ã©tÃ© suggÃ©rÃ© par le Somm chefs dâ€™Etat de la CommunautÃ© de lâ€™Afrique de lâ€™Est (CAE) du 31 mai 2015, Ã Dar Es-Salaam, en Tanzanie. Lâ€ de Ban Ki-moon a encore prÃ©cisÃ© que le nouveau gouvernement du prÃ©sident Nkurunziza comprend 12 ministres issus du parti vainqueur, le Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie/Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD, parti prÃ©sidentiel), 5 autres (soit 25%) provenant dâ€™une coalition dirigÃ©e par Agathon Rwasa, un ancien chef de file de lâ€™opposition qui a acceptÃ© de coopÃ©rer avec le pouvoir, moyennant le poste de vice-prÃ©sident de la nouvelle AssemblÃ©e nationale du Burundi. Le vice-prÃ©sident burundais a sollicitÃ© les Nations-unies pour aider au retour des milliers de rÃ©fugiÃ©s qui ont fui le pays dâ€™origine, "Ã cause des rumeurs" qui ont entourÃ© le processus Ã©lectoral. Par ailleurs, le "dialogue et la concertation" doivent rester parmi les Â«prioritÃ©s des prioritÃ©s" du nouveau gouvernement dâ€™union nationale, Â« Ã lâ€™exception de ceux qui sont impliquÃ©s dans la tentative de coup dâ€™Etat et lâ€™organisati "mouvement insurrectionnel prÃ©Ã©lectoral" des mois derniers. Le deuxiÃ¨me vice-prÃ©sident a encore balisÃ© ce dialogue dont doivent sâ€™approprier les Burundais, "sans interfÃ©rence Ã©trangÃ¨re", ce que ne cautionne pas la principale coalition de lâ€™opposition interne et en exil rÃ©unie au sein du "Conseil national pour la dÃ©fense de lâ€™Accord dâ€™Arusha et la restauration de lâ€™Etat de droit (CNARED)" qui ne reconnaÃ®t pas les rÃ©sultats des Ã©lections passÃ©es pour nâ€™y avo participÃ©. Cette coalition revendique plutÃ´t une mÃ©diation internationale neutre en bonne et due forme, ainsi que des soutiens diplomatiques quâ€™elle dit avoir dÃ©jÃ engrangÃ©s auprÃ¨s des Etats-Unis dâ€™AmÃ©rique, de la France, de la B des Pays-Bas, du Canada et sur le continent africain, Ã en croire LÃ©onard Nyangoma, un leader historique de lâ€™ancienne rÃ©bellion armÃ©e du CNDD-FDD et actuel prÃ©sident du CNARED. Face Ã lâ€™insÃ©curitÃ© persistante dans le pays et d pouvoir met sur le compte du CNARED, Â«le Burundi poursuivra son programme de dÃ©sarmement en conciliant la remise volontaire des armes, la rÃ©pression pour les rÃ©calcitrants et la prÃ©vention pour le long termeÂ», a dit le vice-prÃ©sident burundais Ã Ban Ki-moon. Lâ€™urgence de ramener la paix et la sÃ©curitÃ© dans le pays par un dialogue inclusif Ã©tÃ© encore mise en exergue, lundi, dans un communiquÃ© du Haut commissariat des Nations-unies aux droits de lâ€™Homme, qui sâ€™alarme de lâ€™augmentation du nombre de Â«meurtres, dâ€™arrestations et de dÃ©tentionsÂ» au Bu dÃ©but septembre. "Presque chaque jour, des corps sans vie sont retrouvÃ©s dans les rues de certains quartiers contestataires de Bujumbura", la capitale du pays. "Dans de nombreux cas, les victimes semblent avoir Ã©tÃ© tuÃ©es par des balles tirÃ©es Ã bout portant". "Les corps des victimes portent parfois des traces de torture et sont souvent retrouvÃ©s les mains liÃ©es au dosÂ Â», indique le communiquÃ© qui fustige encore des Â«meurtres inexpliquÃ©s et Ã lâ€™origine dâ€™ profonde au sein de la population, en particulier au sein des quartiers connus pour leur soutien Ã lâ€™opposition". Le Haut commissariat aux droits de lâ€™Homme dit avoir enregistrÃ© 134 meurtres depuis avril dernier, ainsi que des centaines dâ€™arrestations et de dÃ©tentions arbitraires, dont 704 arrestations depuis dÃ©but septembre 2015. Le mois dâ€™avril dern correspond au dÃ©but des manifestations de rues des "anti-troisiÃ¨me mandat" qui ont Ã©tÃ© durement rÃ©primÃ©es par la Police aujourdâ€™hui encore aux prises avec une rÃ©sistance rÃ©siduelle aux allures dâ€™une guÃ©rilla urbaine dans certai quartiers de Bujumbura.